

Revendre l'essence « à perte » : les incohérences de l'interventionnisme français

Article rédigé par *Contrepoints*, le 26 septembre 2023

Source [Contrepoints] : Le Gouvernement a décidé d'autoriser temporairement la grande distribution à revendre l'essence « à perte ». Une décision qui offre un nouvel exemple des incohérences politiques françaises.

Pour répondre aux inquiétudes des consommateurs, le gouvernement a décidé d'autoriser temporairement la grande distribution à revendre l'essence « à perte ».

Autrement dit, à commercialiser les carburants à [un prix inférieur à ce qu'ils lui ont coûté](#) 1.

La mesure est loin d'avoir suscité l'enthousiasme, faisant même l'objet de vives critiques. Elle a même été poliment [écartée](#) par les distributeurs ! Les polémiques qui l'accompagnent, autant que le contexte qui l'entoure, sont révélateurs des incohérences politiques françaises, et de la façon dont la [concurrence](#) est perçue dans notre pays.

Première incohérence : conciliation entre concurrence et pouvoir d'achat

Les oppositions, notamment la droite qui tente pourtant de faire croire qu'elle n'est pas hostile à l'économie de marché, se sont indignées dans un renversement d'argumentation qui révèle soit une forme d'inconsistance idéologique, soit un esprit de contradiction obsessionnelle. « Comment le gouvernement ose-t-il promouvoir ainsi la concurrence ? », clament-elles.

La revente à perte bénéficie au consommateur. Elle correspond à un choix assumé du vendeur de perdre de l'argent sur un produit, en le vendant à un prix cassé. Évidemment, cela correspond à une stratégie commerciale : le produit vendu à un prix négatif est ainsi subventionné par le distributeur et sert de « produit d'appel ». Autrement dit, le commerçant brade un produit dans l'espoir d'attirer les consommateurs, et que ceux-ci réalisent d'autres achats dans son point de vente. Ce n'est pas au législateur de décider si cette promotion est saine ou non, mais aux consommateurs.

[Lire la suite](#)